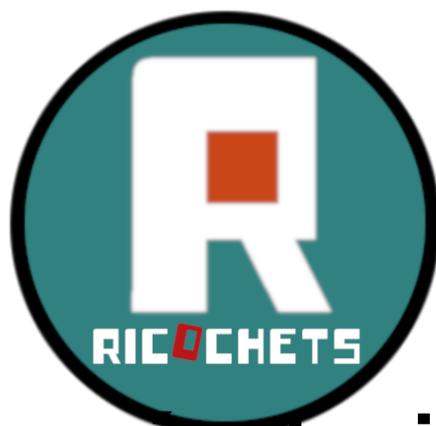


<https://ricochets.cc/Retraites-ecologie-etc-adapter-les-moyens-et-objectifs-a-la-realite-du-systeme-assassin-en-place.html>



# Retraites, écologie, etc. : adapter les moyens et objectifs à la réalité du système assassin en place



- Les Articles -

Publication date: dimanche 2 avril 2023

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Lors du soulèvement des gilets jaunes, le régime macroniste avait déjà montré sa haine de la démocratie et des aspirations populaires, qu'il avait noyées dans le sang et la répression judiciaire.**

Rebelote en 2023, la haine hystérique et brutale du régime envers toutes les formes de contestations un peu fermes assimilées à gauche explose à nouveau.

L'Etat-capitalisme se sent remis en cause et déstabilisé, alors les institutions anti-démocratiques en place, les médias militants des milliardaires et le brutal système policier rempli de suppôts de l'extrême droite sont utilisés massivement par le pouvoir pour tenter d'éradiquer toute rébellion, au nom de la-démocratie bien sûr. C'est bon signe, ça signifie que le soulèvement en cours et les résistances écologiques portent.

**Sous peine d'écrasement et d'impuissance, les contestataires et rebelles doivent alors forcément adapter leurs outils, méthodes, stratégies, communications et objectifs à cette réalité incontournable.**

## Quelques réflexions et faits à méditer

► **Ne pas rester au milieu du gué** - Nous sommes passé-es en force. Face au défaitisme, face à un gouvernement qui mise sur le pourrissement, face à une intersyndicale qui cherche à reprendre en mains les explosions de colères qui peinent à se coordonner, le « mouvement social » a prouvé sa force, son expressivité, sa créativité ; mais il lui manque encore un nom et une image qui dépasse les vieilles représentations.

(...)

**Avec 79% des ouvrier-es et une majorité de français-es souhaitant le durcissement du mouvement, il est scandaleux que nous peinions encore à nommer ce qui se passe.** Le risque est grand de voir cette force s'essouffler avant de se déployer complètement.

(...)

L'intersyndicale comme la gauche parlementaire préféreront toujours le pourrissement et la défaite négociée à une victoire sauvage qui les priverait de leur rôle d'interlocuteur légaliste. C'est pour cela qu'elles sont plus pressées de parler de violences policières que de victoires émeutières, et qu'elles épuisent les voies légales contre le texte en sachant pertinemment que cette étape de la bataille est perdue depuis longtemps : il leur faut temporiser pour calmer l'émeute avant qu'elle ne se structure, que la rue se donne forme, nom et idées.

**Il s'agit peut-être de notre dernière chance de construire une réelle opposition au régime et aux crises qu'il va connaître**

(...)

Nous sommes au bord du carnage et du fascisme, et nous continuons de parler comme s'il s'agissait de manifestations pacifistes

Macron a trois semaines de retard sur le mouvement, mais il commence à prendre conscience de la gravité de la situation et de l'état d'esprit nouveau qui habite la population ; que seule la force brute écrasera ce début d'insurrection. **Dans son vocabulaire, dans sa répression guerrière, il prépare le bain de sang.**

**Nous sommes au bord du carnage et du fascisme, et nous continuons de parler comme s'il s'agissait de manifestations pacifistes, de parcours bien réglés entre Bastille et République, d'opposition institutionnelle et de président arrogant.** Nous n'en sommes plus là. **Le vrai sujet, c'est : soit un modèle de société libre, soit l'autocratie.** Toute discussion qui ne se place pas à ce degré de sérieux nous fait perdre un temps précieux.

(...)

Ce n'est pas une mobilisation, c'est une révolte. Ce n'est pas une manifestation, c'est une émeute

Une des forces du mouvement, sinon sa principale, est d'avoir dépassé les clivages artificiels du « mouvement

social ». Adieu le purisme anarchisant, l'ouvriérisme borné, les polémiques ridicules autour de la violence. Tout le monde partage un goût de l'action coup de poing, qui paraît être devenue la seule solution, le recours ultime d'une colère trop longtemps contenue. Et sur tous les lieux de mobilisation, la fraternité et la sincérité sont immédiates.

(...)

Nommer ce qui se passe, trouver des lieux pour le prolonger dans l'action et le dialogue, c'est assurer que cette situation explosive devienne force sociale. C'est assurer que nous ne reviendrons pas à des clivages inutiles, et que les prochains prendront tout le sens d'une situation pré-révolutionnaire.

(...)

Nous proposons quatre axes que chacun-e peut adopter individuellement, en incluant ses ami-es et connaissances, qui peuvent se transformer en mots d'ordre ou plus simplement inspirer chacun-e dans sa vision

TRANSFÉRER - DÉBORDER - FORMALISER - SOLIDIFIER

(...)



**Retraites, écologie, etc. : adapter les moyens et objectifs à la réalité du système assassin en place** Poissons d'avril !

- [Sainte-Soline et l'État assassin](#) - Une semaine après les événements de Sainte Soline, notre camarade Serge est toujours entre la vie et la mort, les blessés pansent leur plaies et l'État n'a toujours pas exprimé le moindre regret. Analyse et appel à solidarité par des anarchistes franciliens.

(...)

Les blessé.es graves ne sont pas le fruit du hasard, ni d'une bavure, il s'agissait d'un choix politique de la part de l'État : terroriser, mutiler voire tuer les manifestant.es.

(...)

Cette violence s'inscrit dans un double récit. Il s'agit d'abord de mater la contestation sociale et son aile la plus radicale. Celle qui veut un vrai changement et pas juste taxer les riches un peu plus. Celle qui participe aux manifestations sur les retraites et qui subit déjà la répression depuis le mouvement de 2016. Il s'agit de mettre au pas les « casseurs », les « black bloc » qui participent activement au mouvement sur les retraites. À l'heure où le pouvoir n'a aucune légitimité populaire, et aucune dignité, l'État ne tient que par sa police. Il s'agit donc de terroriser.

(...)

répression spécifique des mouvements écologistes. Il s'agit de rappeler que l'État va gérer à sa façon. Et sa façon on la connaît : continuer à arroser de thunes les irriguants de la FNSEA déjà gavés du pognon de la PAC ; construire des méga-bassines mortifères partout en France ; ouvrir des mines de lithium ; et surtout relancer le nucléaire comme si de rien n'était. 9 ans après le meurtre de Rémi Fraisse la logique d'écrasement des luttes écolo s'est encore accentuée, alors même que la crise climatique et la crise de la biodiversité nous poussent au bord du gouffre. S'indigner sur le climat, oui, mais s'attaquer réellement à la destruction de la planète, pas question. La violence policière est symptomatique d'une manière par l'État de gérer la question de la crise environnementale.

(...)



**Retraites, écologie, etc. : adapter les moyens et objectifs à la réalité du système assassin en place**

► **[Tout est normal](#)**

Samedi, à Sainte-Soline, pour défendre leurs solutions industrielles optimisant la production capitaliste dans un monde où l'eau commence à manquer, l'État a tenté d'assassiner. Normal.

► **[11 thèses politiques sur le mouvement de janvier-mars 2023](#)** - Où en est - et où va - le mouvement initié en France le 19 janvier dernier pour obtenir le retrait d'une énième contre-réforme des retraites et une victoire contre un président largement haï ? À celles et ceux qui imaginaient un baroud d'honneur syndical incapable de faire obstacle au rouleau-compresseur néolibéral, quelques mois seulement après la réélection de Macron, les travailleurs-ses, les mouvements sociaux et la gauche ont montré que le gouvernement ne pourrait pas compter sur l'apathie généralisée. Ce n'est pas encore la rupture avec l'ordre établi, mais c'est déjà beaucoup. Pour alimenter la réflexion collective, Ugo Palheta interroge dans cet article les potentialités, les limites mais aussi les enjeux immédiats et stratégiques de la lutte en cours

► **[Convertir un mal-être privatisé et individualisé en une colère politisée - Comment lutter dans un contexte difficile ?](#)** - Dépression, éco-anxiété, infériorisation... - Se révolter collectivement au lieu de subir individuellement



Retraites, écologie, etc. : adapter les moyens et objectifs à la réalité du système assassin en place

## DISSOLUTIONS, CELLULE ANTI-ZAD, « TERRORISME INTELLECTUEL » : DARMANIN, L'ESCALADE SANS FIN

Des milliers d'interpellations et de blessés. Des images de tabassages en règle, des enregistrements d'insultes racistes, des cortèges syndicaux noyés dans les gaz lacrymogènes. Des accusations d'agressions sexuelles commises par la police. À Sainte-Soline, 5000 grenades tirées en 1h30 sur une foule en rase campagne, 200 blessés, 40 gravement, et deux personnes dans le coma. Des mensonges éhontés du Ministre de l'Intérieur, démontrés par des vidéos, des enregistrements et des témoignages. Et tout cela, en moins de deux semaines, en France, contre un mouvement social ! Un bilan unique dans le monde occidental. Ce dimanche, Gérald Darmanin donne une interview fleuve au Journal du Dimanche, organe officiel du Macronisme. Et il choisit l'escalade sans fin vers la dictature. Résumé :

Le parti de l'Ordre : escalade sans fin vers la dictature

### 4 Terrorisme

« Je refuse de céder au terrorisme intellectuel de l'extrême gauche » commence le ministre. Invité à préciser sa pensée ce matin sur Cnews, il explique que la « terreur intellectuelle, c'est désarmer la police, dire qu'elle tue ». Voilà : toute mise en cause, même timide, de la répression militarisée, est assimilable à du terrorisme. Et que fait-on des « terroristes » ? On les tue, on les neutralise.

### 4 Répression

Darmanin n'a pas un seul mot pour le syndicaliste cheminot éborgné par une grenade, ni pour l'enseignante avec un doigt arraché par un tir policier, ni évidemment pour Serge, encore dans le coma après avoir reçu une grenade explosive. Il assume tout : « quand la police utilise la force légitime, ça peut évidemment être musclé ». Et justifie : « 1093 policiers, gendarmes et sapeurs-pompiers blessés ». Jusqu'à présent, les blessés les plus graves annoncés côté police étant des entorses, des « traumatismes sonores » et des hématomes. Qu'en est-il des autres ?

### 4 BRAV

La dissolution de cette unité para-militaire qui sème la terreur dans les rues parisiennes est réclamée par 240.000 personnes qui ont signé une pétition officielle sur le site de l'Assemblée Nationale. Réponse de Darmanin : « c'est

une pétition politisée relayée par la France Insoumise qui déteste la police ». Bref, autant pisser dans un violon.

### 4 Sainte-Soline

« Mon devoir est de protéger ceux qui nous protègent. Je prends des coups pour eux » assène le ministre dans le JDD. Esprit de clan. « À Sainte-Soline, les gendarmes ont protégé l'outil des agriculteurs et ont empêché la constitution d'une ZAD. Nous ne voulions pas d'un nouveau Notre-Dame-des-Landes » ajoute-t-il sur Cnews.

**Darmanin sait parfaitement qu'aucune ZAD ne comptait s'installer dans un trou en terre battue totalement inhospitalier et loin de tout. À travers le mot ZAD, il utilise un épouvantail pour justifier l'écrasement sanguinaire de toutes les luttes écologistes.**

### 4 Cellule anti-ZAD

« Les hommes politiques ont manqué de fermeté face à l'extrême gauche, mais c'est fini. Plus aucune ZAD ne s'installera dans notre pays. Ni à Sainte-Soline, ni ailleurs. Nous créerons au ministère de l'Intérieur une cellule anti-ZAD avec des juristes spécialisés ». Ici encore, il ne s'agit pas de lutter contre les ZAD, mais de créer un nouvel outil contre toutes les actions écologistes, qu'il s'agisse d'occupations, de manifestations, de désarmement... **Cette structure complétera la cellule Demeter, créée au sein de la gendarmerie pour lutter spécifiquement contre les luttes écolos. Ce gouvernement est le plus violemment anti-écologiste qui ait été au pouvoir en France.**

### 4 Dissolutions

Alors que la dissolution du mouvement des « Soulèvements de la Terre » est enclenchée, d'autres cibles sont annoncées : « nous avons identifié à Rennes un mouvement nommé Defco qui appelle au soulèvement. Nous allons lancer sa dissolution ». La Défense Collective prodigue des conseils juridiques et pratiques pour faire face à la répression à Rennes. Elle est visée, après d'autres médias, structures et associations s'opposant au monde tel qu'il est. Alors que la procédure de dissolution est une mesure d'exception attentatoire aux libertés, prévue pour des contextes très particuliers, le pouvoir macroniste n'en a jamais utilisé autant. D'autres suivront.

### 4 Fichés S

Il y aurait « 2200 fichés S d'ultra-gauche », « c'est une nébuleuse extrêmement violente et dangereuse » dit Darmanin, composée de gens qui veulent « renverser la démocratie » et qui « ont leurs entrées à l'Assemblée Nationale ». Rappelons qu'il suffit de perturber un événement avec le collectif Extinction Rebellion pour être fiché S.

### 4 Gauche

Darmanin ne se limite pas à « l'ultra-gauche » : Mélenchon est décrit comme un adepte de la « terreur » et de Robespierre, « il a un projet : la révolution ». Le ministre ajoute que LFI est « sur la pente de l'ultra-gauche des années 1970 ». Il assimile donc un grand parti social-démocrate qui a fait 20% aux dernières élections aux groupes armés léninistes des années de plomb. Aussi grotesque qu'inquiétant. Demain, dissolution de tous les partis d'opposition, assimilés à du « terrorisme » ?

### 4 Alliance avec l'extrême droite

Interrogé sur le RN, Darmanin répond : « en affirmant l'autorité comme le fait le président, en faisant preuve de fermeté, en soutenant les forces de l'ordre, nous montrons que l'alternative à l'extrême gauchisme n'est pas Mme Le Pen. Nous apportons une réponse concrète à la demande d'autorité des français ». **Bref, en appliquant une politique d'extrême droite, le Macronisme prétend concurrencer l'extrême droite. Darmanin ajoute : « Les LR doivent devenir nos partenaires ».**

**À travers cette interview, le pouvoir en place confirme ce qu'il est : le Parti de l'Ordre. C'est-à-dire la force politique qui a toujours écrasé les révoltes et fait régner une terreur bourgeoise contre les exploités-es de ce pays, depuis Adolphe Thiers jusqu'à Pétain. C'est bien dans cette filiation que s'inscrit le macronisme : une forme de néo-pétainisme ubérisé.**

(post de Contre attaque)

### NOTE :

tout le monde sait que LFI c'est juste un équivalent du PS des années 80, mais Darmanin doit à tout prix hystériser ses électeurs de droite dure et rallier ceux d'extrême-droite pour ne pas être complètement isolé dans son bunker. Les autres composantes de LREM, qui se voulaient "modérées" ou du centre, suivront sans trop broncher, car la survie de leur politique dépend de leur extrême-droitisant et des brutalités planifiées du système policier.

► voir aussi :

[Gérald Darmanin annonce la création d'une « cellule anti-ZAD »](#)

Interrogé dans le « Journal du dimanche », le **ministre de l'intérieur prévoit également de lancer une procédure de dissolution contre Défense collective (Defco), un mouvement de Rennes** qui, selon lui, « appelle au soulèvement ».

(...)

Après le lancement de la procédure de dissolution du mouvement Les Soulèvements de la Terre, un des organisateurs de la manifestation de Sainte-Soline, M. Darmanin a annoncé qu'il ferait de même pour Defco (Défense collective), un mouvement de Rennes (Ille-et-Vilaine) qui « appelle au soulèvement ». Sur son site Internet, ce collectif dit avoir « pour but de soutenir les personnes confrontées à la répression policière et judiciaire, mais aussi d'agir en amont par son action dans la rue et par l'expérience tirée de la répression ».

(...)

## **Volonté réaffirmée et forcenée d'éradiquer par la force et la répression judiciaire toute forme de contestation conséquente - Une résistance organisée s'impose**

Darmanin prend prétexte d'une ZAD à Ste Soline (qui n'a jamais été envisagée) pour lancer une politique policière "zéro-ZAD".

**Dans la continuation du modèle de la dictature et de la destruction de toute opposition ferme, en voulant dissoudre "Defco" le régime commence aussi à s'attaquer aux outils de défense collective qui soutiennent les personnes visées par la répression judiciaire et étatico-policière.**

Leur objectif est plus que jamais clairement d'éradiquer toute contestation conséquente, et de limiter la protestation aux dinosaures complices et acteurs du système type PS.

Va-t-on se laisser faire ??

**Allons-nous céder au terrorisme militarisé de l'Etat et de son gouvernement ???!**

► Plus que jamais, il s'agit pour les rebelles d'adapter les outils, les méthodes, stratégies, communications et objectifs à la réalité.

Ce système assasin irréformable mène une guerre sans merci aux peuples et aux mondes vivants. Cette situation d'oppression systémique oblige à franchir de nouveaux caps face aux moyens armés asymétriques.

**Sauf à être voué à l'échec, à l'impuissance et à l'écrasement, on ne peut pas contester, agir et construire de la même manière dans une hypothétique véritable démocratie non-capitaliste qui existera peut-être un jour que dans l'actuel régime autoritaire, cette démocratie tendant vers la dictature, inféodée au totalitarisme économique et bouffie d'un système policier surarmé, et qui n'agit que par la violence, la manipulation et le passage en force.**

Construire une culture de la résistance au quotidien

► **Si la contestation veut arriver à prendre autre chose que des miettes, elle va devoir construire une culture de la résistance au quotidien, impliquant un nombre conséquent de personnes** au lieu de seulement quelques poignées de militantEs. Les actions spontanées et l'engagement de quelques personnes ne pourront pas suffire face à un système aussi fermé et brutal.

L'Etat-capitalisme, le système assasin, dispose de moyens importants et de nombreux employés en captant notre travail et notre argent. Notre nombre en actions ponctuelles ne suffit pas pour mener des offensives percutantes, les

## Retraites, écologie, etc. : adapter les moyens et objectifs à la réalité du système assassin en place

rebelles actifs au quotidien doivent être plus nombreux et se doter d'outils permanents divers (publiques ou non), régulièrement remaniés et adaptés.

► Exemples :

- Education politique populaire
- Réflexions stratégiques et tactiques permanentes
- Mise en discussion régulière des objectifs et utopies visés
- Construire des réseaux permanents, et des comités (coordination, plateforme...) de lutte large dès qu'il y a une contestation qui dépasse (incluant les syndicats, assos et partis les plus offensifs)
- Culture de la sécurité (numérique et autre)
- Outils d'auto-défense, de défense collective et de protection face aux armes de la police et de la répression judiciaire, caisses de solidarité...
- Outils de communication de différents types
- Renforcement des médias libres et militants, et pratique des auto-médias
- Entraînement aux déplacements de groupe pour les manifs et blocages
- Apprentissage de diverses techniques de « désarmement »
- Faire régulièrement des réunions publiques pour diffuser tout ça largement
- Avoir des lieux pour se réunir et brasser du monde largement
- Outils d'impression propres à un réseau ou à un comité de lutte
- Carthographier le territoire
- Identification de « cibles » pertinentes, avec repérages
- Entraînements aux déplacements sur le territoire, avec différents moyens de transports
- Renforcer les capacités à faire grève
- Avoir une certaine capacité d'autonomie, pour la nourriture notamment
- ...



Retraites, écologie, etc. : adapter les moyens et objectifs à la réalité du système assassin en place

**! Réponse des soulèvements de la Terre à la trumpisation accélérée du ministre de l'intérieur dans le JDD**

Depuis vendredi matin plus de 50 000 personnes dont des milliers de personnalités, syndicalistes, artistes, scientifiques, élu-es, et des dizaines d'organisations politiques, associatives et syndicales en France et à l'international ont affirmé leur adhésion au mouvement des Soulèvements de la Terre par un appel « Nous sommes les Soulèvements de la Terre » initialement publié dans le Monde. Cependant et alors que les autres initiatives de soutien se multiplient à travers plusieurs tribunes indépendantes, un ministre de l'intérieur, aux abois, s'entête hier soir encore dans un entretien au JDD à prétendre dissoudre cette large coalition pour la défense des terres et de l'eau. Voici pour rappel notre réaction à l'annonce de cette mesure de dissolution :

<https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/reaction-a-lannonce-de-la-procedure-de-dissolution-des-soulevements-de-la-terre>

**Mais après Les soulèvements de la terre, c'est désormais aussi les « zads », et derrière ce terme les luttes locales, que le gouvernement prétend faire disparaître.**

Rappelons en passant qu'à Sainte-Soline, que ce soit lors des mobilisations d'octobre ou de mars, personne n'a jamais prétendu constituer une zad et rester sur le terrain en dehors du temps de la mobilisation, à part le ministre de l'intérieur qui agitait une pure chimère pour pouvoir affirmer qu'il avait empêché quelque chose de se produire.

**En réalité, au vu de la carte des 42 « sites sous surveillance » offerte par le JDD sur la base des services de renseignement, c'est l'ensemble des luttes écologistes vivaces de ce pays - face à des projets inutiles et écocidaires d'autoroutes, d'extension d'aéroports, de mines de lithium, de méga-bassines, de bétonnisation de jardins populaires - qu'il s'agit pour ce gouvernement de museler. Sa cellule « anti-zad » et ce qu'elle recouvre réellement est bien une déclaration de guerre au mouvement écologiste et paysan dans son ensemble, aux habitant-es des territoires qui lui font face.**

Par ses fables sur la menace d'ultra-gauche et ses mensonges éhontés sur les blessé-es, le ministre de l'intérieur déploie évidemment un exercice de propagande destiné à se protéger de l'ensemble des vives critiques sur sa gestion brutale du maintien de l'ordre auquel il va devoir répondre cette semaine, y compris du côté d'institutions internationales et ONG emblématiques : ONU, Conseil de l'Europe, défenseurs des droits, commission des lois, Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty international... Mais nul doute que dans les délires paranoïaques et fantasmes diabolisateurs du ministère de l'intérieur, l'ensemble de ces personnes soient désormais passées dans le camp des dits « éco-terroristes ». Nul doute aussi que ses allégations délirantes sur les manifestant.es venus pour « tuer du flic » ne cherche qu'à cacher la réalité : ceux qui ont tué ces 20 dernières années dans ce pays ne sont pas les manifestant.es écologistes mais bien la police : dans son service du maintien de l'ordre et dans les quartiers populaires, entre autre. Elle a éborgné et mutilé ces dernières années des dizaines de personnes durant le soulèvement des gilets jaunes, le mouvement loi travail, l'expulsion des zads ou le mouvement actuel des retraites.

Quant à son déni réitéré sur l'usage de LBD, d'armes de guerre et surtout sur l'obstruction faite au secours par les forces de l'Ordre à Sainte-Soline, on constate une trumpisation effarante de la parole gouvernementale passée dans une réalité alternative en qualifiant de fake news des éléments délivrés par des journaux de référence sur la base d'enregistrements et de témoignages concordants délivrés par des observateurs de la Ligue des Droits de l'Homme, élu.es et représentant.es syndicaux présents sur place (<https://lessoulevementsdelaterre.org/.../sainte-soline...>). Mais nul doute que dans les délires paranoïaques et fantasmes diabolisateurs du ministère de l'intérieur, l'ensemble de ces personnes soient désormais passées dans le camp des dits « éco-terroristes ». Nul doute aussi que ses allégations délirantes sur les manifestant-es venu-es pour « tuer du flic » ne cherche qu'à cacher la réalité : ceux qui ont tué ces 20 dernières années dans ce pays ne sont pas les manifestant-es écologistes, mais bien la police : dans son service du maintien de l'ordre et dans les quartiers populaires, entre autre.

**Mais Darmanin entend aussi détourner l'attention sur le fond du problème : l'action anti-écologique du gouvernement au profit d'intérêts privés. En pleine crise climatique et hydrologique, alors que des centaines de milliers de personnes à travers le pays ressentent une urgence aussi vitale que salutaire à agir, Darmanin se permet de mettre le doute sur la sincérité de leurs motivations. Il est désormais clair en tout cas que la motivation de son gouvernement est de continuer à protéger les profits de quelques industries du ciment, du sable, des engrais et pesticides (1) quel qu'en soit le coût humain, écologique, et d'ailleurs économique (5 millions d'euros de coût de l'opération de maintien de l'ordre le 25 mars à Sainte-Soline - soit plus que la facture du**

chantier, des bassines qui profitent aux intérêts privés de quelques agriculteurs mais qui sont financées à 70% par de l'argent public, un ministre de l'Agriculture vient tout juste de revenir sur l'interdiction du S-metholachlore en guise d'allégéance au nouveau président de la FNSEA, émissaire de l'agro-business....).

Nous ne savons pas jusqu'où ira ce gouvernement pour espérer sauver sa peau en mutilant et piétinant sa population et en augmentant quotidiennement le niveau de mensonges assénés aux médias, mais nous réaffirmons qu'il est grand temps que Darmanin démissionne et que son gouvernement se dissolve.

En ce qui concerne la procédure de dissolution des Soulèvements de la Terre dont le mouvement a reçu la notification jeudi 30 mars et qui pourrait être prononcée dès le 12 avril : l'ensemble des collectifs et les dizaines de milliers de personnes partie prenante des Soulèvements de la Terre n'entendent pas se laisser interdire d'agir ensemble par des décisions ministérielles d'un gouvernement illégitime. Plus d'un millier de personnes sont d'ores et déjà prêtes à attaquer juridiquement le décret de dissolution s'il devait paraître.

Nous attirons à ce sujet l'attention sur la note des renseignements intérieur ayant abouti à cette procédure de dissolution et lisible dans son intégralité sur le site de Lundi Matin avec notre analyse :

<https://lundi.am/Le-rapport-complet-des-renseignements-francais-qui-fait-l-eloge-des>

En effet, à la lecture de cette note confidentielle étonnamment élogieuse, on comprend qu'au-delà du prétexte affiché de la violence, si le ministre cherche à dissoudre le mouvement, c'est essentiellement parce qu'il réussit à fédérer et peser sur le champ politique !

## Enfin et pour l'heure nos premières préoccupations vont toujours aux blessé-es que le gouvernement a choisi délibérément de démultiplier pour tenter de terrifier un mouvement, à Serge toujours entre la vie et la mort, à Michael encore dans un état extrêmement grave, à celles et ceux qui ont perdu un oeil, un pied, qui resteront meurtri-es dans leurs corps et dans leurs têtes.

Pour elles et eux, parce qu'une lame de fond ne peut-être dissoute, nous continuerons notre combat pour les terres et l'eau, immédiatement en solidarité avec le mouvement des retraites et pour la fin rapide des méga-bassines.

(post Les soulèvements de la terre)



Retraites, écologie, etc. : adapter les moyens et objectifs à la réalité du système assassin en place

## BREVES et ACTUS

- ▶ [Compte-rendu de l'accueil de Macron à Savines](#) - Un rassemblement s'est tenu pour rappeler au valet du Capital Macron qu'il n'allait pas se débarasser du sujet de la réforme des retraites en se cachant derrière des fausses solutions écologiques.

« Nos gouvernants ne se rendent pas compte de l'investissement qui est mis dans ce mouvement social. Ça dure depuis janvier avec des marches pacifiques. Là, il faut monter au cran supérieur. L'histoire montre qu'il a fallu durcir les mouvements pour gagner des acquis sociaux. »

« La perspective n'est pas le découragement, c'est la radicalisation »

(sur <https://reporterre.net/Rhone-bloque-les-eclusiers-font-barrage-a-la-reforme-des-retraites>)

- ▶ **Des sabotages et dégradations ont lieu également un peu partout**, en lien ou pas avec le soulèvement en cours déclenché par la question des retraites, quelques exemples fin mars :

- [Vaulnaveys-le-Haut \(Isère\) : une nouvelle antenne part en fumée](#)
- [Beauchastel \(Ardèche\) : « À l'arrière de la guerre, des usines ordinaires »](#) - Une usine d'aéronautique ciblée par un incendie volontaire en Ardèche
- [Seine-et-Marne : saboter la signalisation ferroviaire](#)
- [Boves \(Somme\) : saboter le trafic ferroviaire](#)
- [Marseille \(Bouches-du-Rhône\) : saboter l'outil de travail](#) - des bobines de câbles électriques et des palettes incendiées chez Enedis
- [Toulouse \(Haute-Garonne\) : grève illimitée pour les véhicules du service propreté](#)
- [Guebwiller \(Alsace\) : la mairie et le tribunal au molotov](#)
- [Lille \(Nord\) : le siège du département à la pavasse](#)
- [Au moins quatre stations-essence mystérieusement vandalisées autour de Roubaix](#)
- [Des cocktails molotov ont été jetés sur la préfecture de l'Isère](#)
- [Au sud de Nantes. Une station-service sabotée](#)
- etc.

- ▶ « On a pas à faire de la politique au théâtre ! » Bah si.

Ce samedi soir, le personnel du théâtre des Célestins à Lyon s'est à nouveau mobilisé pour exprimer son rejet de la réforme de Macron, ce qui n'était pas du goût de ce vieux bourgeois qui a perdu ses moyens, couvert par les applaudissements du public. (Via Lyon Insurrection)

- ▶ <https://fb.watch/jErVZzcz-O/>

Non au « terrorisme intellectuel » de G. Darmanin. Plus aucune Zone A Darmanin.

### DARMANIN VOUDRAIT DISSOUDRE LE PEUPLE FRANÇAIS

Après s'être attaqué à l'association des « Soulèvements de la terre », Darmanin veut maintenant dissoudre le collectif rennais « Défense collective »... et ce n'est pas fini. Darmanin retrouve ses vieilles origines à l'extrême droite royaliste française et défend son petit roi Macron... Attention, en France ça se termine souvent par des révolutions

### LES ROUTIERS SONT APPELÉS A BLOQUER LUNDI 3 AVRIL UNE DES PLUS GRANDES ZONE COMMERCIALE DE NORMANDIE A CAEN, MONDEVILLE 2

### ON LÂCHE RIEN !

27e journée de grève reconductible ce 01/04 et c'est toujours 10 piquets de grève de centrales hydroélectriques qui tiennent sur la plaque Rhône-Alpes

Et à Enedis, il y a toujours deux blocages de sites.

Photo de la centrale hydroélectrique de la Bathie



Retraites, écologie, etc. : adapter les moyens et objectifs à la réalité du système assassin en place

## Ú TÉLÉ POLICE, TÉLÉ FASCISTE

Face au soulèvement populaire, le gouvernement déploie un plan de contre-insurrection d'une brutalité totale. La contre-insurrection a été théorisée par l'armée française durant la guerre d'Algérie, puis utilisée par toutes les dictatures contre leurs populations. Elle repose sur deux plans : réprimer très fortement les contestataires en les considérant comme un ennemi à neutraliser physiquement d'abord, et isoler cet ennemi par une propagande continue ensuite. À Sainte-Soline, l'État a tiré des milliers de grenades explosives pour briser les corps et traumatiser les esprits. Depuis, c'est un flux continu de propagande policière.

Quelques exemples ces trois derniers jours, pour se faire une idée de l'offensive en cours :

« 27 mars »

8H : sur Cnews, le macroniste Stanislas Guerini assène : « quand on vient avec des boules de pétanque, des haches, des bombes artisanales, on vient bien souvent pour tuer du flic. »

12H : Europe 1, Cnews et BFM répètent en boucle une note donnée directement par les services de renseignement pour salir le blessé entre la vie et la mort. Serge, dans le coma suite à un tir de grenade explosive dans la tête, serait « fiché S » et « black bloc ».

18H : Gérald Darmanin en direct sur toutes les chaînes en continu : « à Sainte-Soline, on a dénombré 200 individus connus des services de renseignements, dont de nombreux fichés S pour radicalisation ». 200, c'est le nombre de blessé-es annoncé par les manifestant-es. Il ajoute : « aucune arme de guerre n'a été utilisée. »

20H sur Cnews : l'avocat d'extrême droite Goldnadel : « quand on voit la tête des blessés, fichés S de l'ultragauche et qui utilisent des cocktails molotov, mon stock compassionnel est trop limité pour les plaindre ».

21H sur Cnews : « on n'a jamais connu une telle complaisance à l'égard des violences de l'extrême gauche » dit Philippe Bilger, magistrat d'extrême droite. « Les peines sévères ne dissuadent pas. Je suis contre la peine de mort, mais si on avait exécuté systématiquement les peines de mort, peut être qu'elles auraient été un peu exemplaires ».

21H sur BFM : des syndicalistes policiers évoquent les « débordements » annoncés dans les manifestations

prévues le lendemain et le dispositif de maintien de l'ordre.

22H sur Cnews : on parle du deuxième manifestant dans le coma suite à un tir dans la gorge. Son dossier est déjà préparé : Mickaël est lui aussi « fiché S » et « ultra jaune ».

« 28 mars »

8H : Laurent Nunez est invité dans le prime-time de France Inter. Pour parler de la 10e journée de grève contre la réforme des retraites, le service public n'invite pas de syndicaliste, de lycéen ni d'opposant, mais le préfet de Paris qui annonce comment il compte réprimer la manifestation.

17H53 : la caméra de BFM est carrément au milieu d'une « unité d'intervention » de la police, en direct à Paris. Derrière les boucliers, on voit la commissaire hurler qu'il faut « impacter le bloc ». En plateau on entend : « c'est quoi la CNT ? Un bloc anarchiste ? ». « Très à gauche effectivement » commente un policier. Un bandeau passe à l'écran : « Les policiers face aux casseurs ». En live, on suit une charge de police contre le cortège qui ne représentait aucune menace. Le policier en plateau commente : « il fallait répondre à l'agression ».

De toute la journée, malgré les centaines de milliers de personnes dans les rues, il n'est quasiment pas question des revendications, ni du 49-3, ni des actions, ni de quoi que ce soit relatif au mouvement social en cours. Uniquement la parole policière et son action.

« 29 mars »

9H50 : BFM est en immersion dans « une unité de la Brav-M à Paris, lors de la manifestation contre la réforme des retraites ». Directement embarquée sur les motos qui pourchassent des manifestant-es.

17H : un paysan de la Confédération Paysanne, venu raconter les événements qu'il a vu à Sainte-Soline, ne peut pas placer une phrase sans être interrompu par le présentateur Olivier Truchot qui parle de « casseurs » et « d'émeutiers » qui auraient empêché le médecin d'intervenir.

23H sur CNews : à Sainte-Soline, les « radicaux utilisent les jeunes pour les mettre en danger » affirme une journaliste. Ce sont évidemment les radicaux qui tirent des grenades explosives.

« 30 mars »

16H, Cnews : « l'essayiste » d'extrême droite Céline Pina parle des « agressions commises » à Sainte-Soline : « Quand vous vous en prenez aux forces de l'ordre avec des techniques de guérilla urbaine, il est normal que ça se termine mal. »

18H, sur BFM : Eric Zemmour affirme qu'il « ne peut pas y avoir de violences policières, car la police, et donc l'État, a le monopole de la violence légitime, Mélenchon délégitime la police, donc l'État, c'est aussi ce que font les black box ». Nouveau bandeau à l'écran : « Mélenchon est-il un pyromane ? »

« 31 mars »

10H sur BFM : le Lieutenant Martin, jeune officier bien peigné de la gendarmerie est invité pour réciter les éléments de langage préparés par le ministère de l'Intérieur. Il n'a « jamais vu » une telle violence : « Je me suis dit "ils vont me tuer" ». Interrogé sur le gendarme gravement blessé et en urgence absolue dont les médias ont parlé pendant trois jours, séquence émotion, il explique au bord des larmes : « il a un énorme hématome ». On ne parlera pas des 200 manifestant-es avec des éclats dans le corps, des yeux explosés, traumatismes crâniens et plaies délabrantes.

Ce lieutenant va faire le tour de toutes les chaînes en continu, et ses passages sont immédiatement rediffusés par la gendarmerie.

18H27, sur BFM : « manif, le choc des (fausses) photos ». La chaîne fait un reportage sur une image fabriquée par une intelligence artificielle montrant une personne âgée subissant des violences policières, pour expliquer qu'elle est

fausse. Il y a des milliers de photos bien réelles de violences policières ces dernières semaines, des heures de vidéos montrant des exactions inqualifiables, des témoignages de blessé-es... Pas une n'a été diffusée. Mais un montage grotesque mérite un sujet à l'antenne.

19H12, BFM : Après le jeune gendarme à peine sorti de l'adolescence, le chef de la gendarmerie vient expliquer que ses hommes « se sont vus mourir ». Pas une parole de manifestant-e n'a été diffusée. À l'écran, en boucle, quelques secondes d'images de jets de pierre et le fourgon de gendarmes en feu. BFM a réussi l'exploit, en une semaine, de ne pas passer une seule image d'explosion de grenade à l'écran. Pourtant, leurs journalistes sur place en ont forcément filmé des dizaines.

Ce chef des gendarmes passe également sous silence le nombre de grenades GM2L lancées à Sainte-Soline, qui seraient de simples grenades lacrymogènes alors que ce sont les plus mutilantes ce jour-là. Des milliers de grenades de ce type ont été lancées dans la foule, mais il ne dénombre que 40 "grenades assourdissantes" face à la caméra.

20H sur CNews : l'avocat d'extrême droite Goldnadel évoque « la violence d'extrême gauche avec sa caractéristique d'impunité, ce que j'appelle le privilège rouge ». Un privilège qui mène à des dizaines de mutilations pour avoir défendu l'eau.

20H sur C8 : ambiance de dictature latino-américaine. Quatre types en cagoules noires et brassards rouges sortis d'un film de série B sur les néo-nazis sont sur le plateau de Cyril Hanouna. Ce sont des agents de la BRAV-M, la brigade à moto qui sème la terreur dans les rues parisiennes. On leur donne le micro pour dire qu'ils sont « fatigués » et qu'il faut donc comprendre les vidéos qui les montrent en train de tabasser des manifestant-es ou les enregistrements de paroles racistes.

Si vous ne voyez pas le problème vous faites partie du problème. La France fonce vers la dictature. Éteignez vos télévisions, suivez les médias indépendants.

## **HANOUNA : FAUX FLICS ET VRAIS FASCISTES POUR DÉFENDRE LA BRAV**

Vendredi 31 mars au soir, Cyril Hanouna s'est dépassé en terme de propagande, en invitant des policiers de la BRAV-M cagoulés directement sur son plateau. Il s'agissait de répondre à la pétition demandant la dissolution de cette unité ultra-violente, responsable d'innombrables tabassages et actes racistes dans les rues de Paris.

**Télé Bolloré est toujours en première ligne de l'ignominie, mais en faisant carrément intervenir un gang cagoulé en direct, elle va encore plus loin que les pires chaînes pro-Trump des USA ou pro-Bolsonaro du Brésil. Le paysage télévisuel français a atteint un niveau de putréfaction de classe mondiale.**

À l'antenne, les cagoulés ont lâché des mensonges énormes. Par exemple que la BRAV faisait « 21h de service d'affilée sans boire ni manger ni uriner ». Tout le monde y croit... Mais aussi que c'était avant tout des « pères de famille ». Et donc qu'il fallait accepter qu'ils sèment la terreur dans les rues.

Problème, il ne s'agissait pas d'agents de la BRAV. Il ne s'agissait même pas de policiers ! L'instigateur de cette opération est un certain Cédric Vladimir, accompagné de ses copains.

Cédric Vladimir a été révoqué de la police nationale en juillet 2022. Il a même été interdit de porter une arme car considéré comme dangereux par la police elle-même, et a finalement obtenu d'en posséder une après des recours, pour travailler dans la sécurité privée. Avant l'émission de Cyril Hanouna, il s'est lui-même photographié cagoulé et avec un brassard de police dans les coulisses, et a diffusé la photo sur sa page Instagram. Est-il besoin de préciser qu'il est bête comme ses pieds.

Lorsqu'il était policier, Cédric Vladimir animait un groupe sur Facebook baptisé « Hors Service ». Il y publiait notamment des appels à tuer des « racailles » : « bien tirée, une seule 9mm peut traverser environ 5 sauvagions ». À propos d'une free party, il écrivait que « le conservatisme aurait opté pour une décontamination préventive à la lacrymogène et une quatorzaine directement dans un hangar ». Lors des Gilets Jaunes, il appelait à ce que les «

sauvages » entendent « résonner la détonation létale d'un 9mm Sig Sauer » et ajoutait « fini le LBD, ouvrons le feu ! »

Cédric Vladimir était délégué du petit syndicat FPIP, classé à l'extrême droite, plus radical encore que le syndicat Alliance. Il est proche de plusieurs candidats du parti Reconquête d'Éric Zemmour. Voilà à qui Télé Bolloré tend le micro.

L'intervention sur le plateau d'Hanouna fait réagir la maison poulaga. Sur Twitter, un syndicat de vrais commissaires décrit les intervenants de chez Hanouna comme des « guignols usurpateurs ». La préfecture de Paris a ouvert une enquête et estime également que ces personnes n'appartiennent pas à la BRAV-M. On peut se réjouir que la préfecture de police soit finalement en mesure d'identifier ses agents, même masqués et sans RIO. On peut aussi s'amuser de la réaction des autorités : des faux policiers tenant des propos fascistes ne sont pas acceptés, mais de vrais policiers agissant comme des fascistes sont défendus.

Hanouna est donc un propagandiste, mais aussi un menteur et un idiot. Nous en sommes au temps des milices et de la post-vérité. Voici ce que révèle cette séquence télévisuelle : l'État a donné carte blanche, armé et cagoulé des dizaines de milliers d'individus, qui parfois quittent la police, ou en sont exclus, et se retrouvent dans la nature, radicalisés et tout puissants. C'est un grave problème de sécurité publique.



Retraites, écologie, etc. : adapter les moyens et objectifs à la réalité du système assassin en place

## GARDE À VUE POUR UN POST FACEBOOK OU UNE BANDEROLE : IL EST INTERDIT DE CRITIQUER LE ROI

¡ « L'ordure va vous parler demain à 13 heures ». Ce message a été posté par une quinquagénaire du Nord de la France sur Facebook avant l'intervention - ignoble et méprisante par ailleurs - de Macron à la télévision le 22 mars dernier. Pour ce simple message, des policiers ont débarqué chez elle et l'ont emmenée au poste. Une situation tellement hallucinante qu'elle a cru à une blague. Mais non, placée en garde à vue, elle est convoquée en procès, et encourt jusqu'à 12.000 euros d'amende pour « outrage ». Un sous-préfet a porté plainte, des policiers ont enquêté, un procureur a décidé qu'il fallait poursuivre. Les autorités de ce pays sont atteintes d'une démence totalitaire.

¡ En avril 2022, pour son dernier discours avant les élections, Macron était dans la petite ville de Figeac. Des habitants et habitantes ont déployé une banderole à leur balcon, sur la place où parlait le président : « Quand tout sera privé, on sera privé de tout ». Des policiers étaient montés dans l'appartement, avaient menacé de défoncer la

porte et d'embarquer les habitants, avant d'arracher la banderole. Ils étaient restés, illégalement, dans le domicile pendant tout le discours.

▫ Durant le confinement, plusieurs personnes ont été intimidées voire placées en garde à vue à Toulouse, Marseille ou Caen pour avoir affiché des banderoles ou des pancartes contre Macron à la fenêtre de leurs domiciles. À chaque fois, le slogan était « Macronavirus, à quand la fin ».

▫ Le 27 mars 2023, un enseignant a été placé en garde à vue pour avoir posé sur les rails de la gare de Nice un pantin à l'effigie du président de Macron.

▫ Le 7 avril 2018 à Nantes, lors d'une manifestation, une marionnette en papier et en chiffon à l'effigie de Macron a été jugée symboliquement et pendue. Pendant deux mois, une équipe de la Police Judiciaire de Nantes a enquêté, en récupérant des photos de journalistes et de vidéosurveillance. Un manifestant avait été interpellé à son travail, placé en garde à vue et perquisitionné, un autre, à la santé défaillante, a aussi été placé en cellule, et un mineur a été convoqué au commissariat. La presse avait écrit sans rire : « on le soupçonne d'avoir frappé la marionnette ». Ils avaient subi un jugement surréaliste.

**Sous Macron, le crime de lèse majesté est rétabli. La terreur s'installe jusque dans les appartements pour de simples pancartes ou publications Facebook. La France est un régime autoritaire, une monarchie vacillante peuplée de managers et de tyrans.**

(posts de Contre Attaque)



**Retraites, écologie, etc. : adapter les moyens et objectifs à la réalité du système assassin en place**

« Hors du cadre légal... Avec les produits codants, la liberté de manifester est atteinte ainsi que la dignité de la personne, explique Nathalie Tehio, membre du bureau national de la Ligue des droits de l'Homme . Car avec ces produits, on marque des gens. Habituellement, on marque des objets ou des animaux, pas des humains »

« Je crois que l'on cherche surtout à empêcher de manifester ».

France, 2023.

Ceux qui détournent le regard, tolèrent ces dispositifs illégaux, trouvent des excuses, sont complices.